



Mémoire de géopolitique

LA CHINE

中国



Future superpuissance ?

AUTEUR : CDT DANIEAU (D5) JANVIER 1998

SOMMAIRE

INTRODUCTION

L'HERITAGE D'UN EMPIRE MILLENAIRE

Un gigantesque ensemble politique et culturel

L'expansion spatiale d'une très efficace civilisation

La solidité d'un très ancien appareil d'Etat bureaucratique

L'expansion d'une même écriture sur de nombreux parlers

Les villes et une très ancienne organisation territoriale

Des siècles de progrès mais aussi de graves crises

L'EMERGENCE DE LA CHINE MODERNE : L'ERE DENG XIAOPING

Réformes et ouvertures économiques

L'ouverture géopolitique sur le monde

LES ENJEUX A MAITRISER POUR DEVENIR LA SECONDE SUPERPUISSANCE DE LA PLANETE

Une stabilité politique à maîtriser

Une transition socio-économique difficile

L'intégration réussie de Hongkong à confirmer

Ouverture économique et désescalade diplomatique

LES CONFLITS POTENTIELS

Une économie et une urbanisation mal maîtrisées

Le problème des "minorités" : le Tibet

Le problème de la réintégration de Taïwan

Conflits potentiels en Mer de Chine

Faiblesses de l'armée chinoise

CONCLUSION

ANNEXE 1

ANNEXE 2

INTRODUCTION

Avec la disparition de Deng Xiaoping et le retour de Hongkong, 1997 aura été l'année de la Chine. Ce pays, où vit un habitant de la planète sur cinq et dont le taux de croissance économique annuel depuis 1978 est en moyenne supérieur à 9%, abrite l'une des plus anciennes civilisations. Son poids est aujourd'hui déterminant dans l'équilibre géopolitique de l'Asie de l'Est et se fait sentir dans l'ensemble du monde. Ce pays fascine et inquiète les Occidentaux, à commencer par les Américains.

Certains spécialistes ou analystes imaginent déjà l'émergence d'une superpuissance hostile, beaucoup plus dangereuse que ne l'aura été l'URSS au 20^e siècle, et prévoient même au 21^e siècle une nouvelle guerre froide et un véritable choc de civilisation. D'autres jouent à l'inverse avec l'idée d'un éclatement de l'Empire du milieu, dont les conséquences économiques et politiques seraient également désastreuses, sur le plan régional mais aussi à l'échelle planétaire. Peu nombreux sont les observateurs qui envisagent l'avenir de la Chine avec sérénité.

L'HERITAGE D'UN EMPIRE MILLENAIRE

Un gigantesque ensemble politique et culturel

La caractéristique primordiale de la Chine, tant du point de vue géographique et géopolitique que du point de vue économique, social, politique et culturel, est en effet l'énormité de l'effectif de sa population. La Chine compte autour de 1,2 milliard d'individus. Cet effectif s'accroît d'environ 15 à 20 millions d'individus chaque année, ce qui est relativement peu comparé au rythme d'accroissement d'autres grands pays du tiers-monde. Le gouvernement chinois s'efforce, depuis près de vingt ans, d'imposer une politique de réduction draconienne des naissances.

La Chine est de très loin le premier Etat de la planète pour l'effectif de sa population. Les Chinois sont quatre fois plus nombreux que les habitants des Etats-Unis ou de l'ex-Union soviétique. La seule puissance dont l'effectif de population s'approche peu à peu de celui de la Chine est l'Inde dont la croissance démographique est restée rapide durant ces dernières décennies et qui comptera bientôt près de 900 millions de personnes.

Pour expliquer ce phénomène capital qu'est l'énorme effectif de la population chinoise, il ne suffit pas de constater les grandes dimensions du territoire de cet Etat. Avec 9,6 millions de km² (soit autant que les Etats-Unis, un peu moins que le Canada, nettement plus que le Brésil), c'est évidemment un des plus vastes Etats du globe. Cependant, les autres Etats de superficie comparable sont beaucoup moins peuplés. Le milliard de Chinois se concentre en fait sur le tiers seulement du territoire de la Chine, dans sa partie orientale, la plus grande partie du pays étant au contraire faiblement peuplée : étendues arides ou semi-arides, très hauts plateaux et grandes montagnes. L'essentiel du peuplement chinois se concentre donc sur une superficie assez comparable à celle qu'occupe la population indienne. Celle-ci, cependant, est caractérisée par une grande diversité de langues, de religions et de cultures, alors qu'en Chine prédomine de façon écrasante une seule civilisation, de surcroît tout à fait particulière. Son ancienneté et sa continuité depuis plus de trois mille ans en font un cas unique au monde. Et, tout autant que sa considérable expansion spatiale, c'est la permanence, qui n'exclut certes pas divers progrès et transformations, de cette civilisation qui explique l'énormité du peuplement chinois.

En effet la Chine, dans les siècles passés, a eu beau connaître de très nombreuses péripéties politiques et se trouver souvent divisée du fait des invasions étrangères, des révoltes ou des rivalités dynastiques. Ces partitions n'ont jamais eu des conséquences géopolitiques durables et jamais entraîné la formation définitive de divers Etats. L'unité chinoise s'est chaque fois rétablie, l'Empire se reconstituant grâce à la permanence et à l'enracinement de cette civilisation.

L'expansion spatiale d'une très efficace civilisation

La civilisation chinoise a connu une très grande expansion spatiale. L'origine du peuple chinois, du peuple des Han et de sa civilisation, se situe aux abords de la plaine de Chine du Nord, au confluent de la vallée de la rivière Wei He (Weï) et du grand fleuve Houang Ho (fleuve Jaune) juste en aval de la grande boucle qu'il forme dans les plateaux couverts de loëss. Cette région est sans doute une des plus anciennement peuplées du globe, mais les autres berceaux de l'humanité, notamment en Afrique, n'ont pas donné naissance à une civilisation qui devait devenir aussi puissante. Cette contrée où se forma le peuple des Han offre de multiples avantages naturels. Elle est au cœur d'une étendue plus vaste que la France et sur laquelle les vents de l'époque glaciaire ont apporté une épaisse couche de fines poussières jaunâtres, le loëss. Cette terre jaune est très riche et facile à défricher et à cultiver. Cette région en bordure des zones arides a un climat sec, mais le Houang Ho et la Wei He apportent l'eau, et le ravinement des couches de loëss donne des alluvions très fertiles (d'où le nom de fleuve Jaune).

Il est probable que l'agriculture intensive, l'une des caractéristiques majeures de la civilisation chinoise, a commencé dans les vallées de ces fleuves, un peu comme dans la vallée du Nil, d'abord sur les terres que les crues submergeaient périodiquement puis en étendant l'espace inondé par de premières techniques d'irrigation.

Grâce au progrès de la production agricole, essentiellement celle du millet autrefois, le nombre des Han s'accrut peu à peu, et ils descendirent progressivement ces vallées pour arriver dans la grande plaine de Chine du Nord. Comme les crues du Houang Ho sont très violentes, et qu'il se déverse sur les étendues situées en contrebas, il les submerge. Il fallut donc construire des digues pour que le peuplement puisse progressivement s'étendre de l'amont vers l'aval, dans cette plaine aux sols riches mais exposée à de terribles inondations et même à de brusques changements de cours du grand fleuve.

La construction de ces digues ne fut possible qu'avec la mise en place de certaines structures politiques : d'où le rôle de chefs qui eurent le souci d'étendre les terres cultivées et qui organisèrent la mobilisation d'importants effectifs de population, ceux-ci se rendant compte de l'utilité de tels travaux et acceptant l'autorité de ces chefs. Ce fut le début d'une des formes de société hydraulique, terme par lequel les historiens désignent des formes d'organisation sociale (pour la plupart asiatiques) où l'organisation des hommes, le maintien comme l'extension de leur collectivité et l'exercice du pouvoir sont fonction de la réalisation et de l'entretien de différents types d'ouvrages hydrauliques (digue, canaux, aplanissement de champs pour la culture irriguée...).

Après avoir occupé peu à peu toute la plaine traversée par le Houang Ho, les Chinois, se sont progressivement étendus sur des espaces beaucoup plus vastes où ils ont pu augmenter encore leur peuplement. Cette expansion territoriale ne s'est pas faite vers l'Ouest aride et montagneux, ni vers les plaines du Nord où les hivers sont très froids, mais vers le Sud où non seulement les Chinois ne se sont pas heurtés à de très grands obstacles, mais où ils ont trouvé des potentialités agricoles considérables. En effet, grâce au grand phénomène climatique qu'est la mousson,

les masses d'air tropicales chaudes et humides du Pacifique remontent loin vers le nord jusqu'au-delà du 40° parallèle, jusque vers des contrées aux hivers froids. La Chine est la seule partie du monde où il soit possible de passer de la zone tempérée à la zone tropicale sans avoir à franchir la barrière que constitue la zone aride.

Cultivateurs de céréales de la zone tempérée, de blé et de millet dans la plaine du Nord où les hivers sont très rigoureux, les Chinois, un siècle avant l'ère chrétienne, conquièrent peu à peu, au sud du Yangzijiang, des régions subtropicales chaudes et humides, et devinrent cultivateurs de riz. En fait, ils adoptèrent et étendirent les techniques agricoles des populations autochtones, les ancêtres des Thaïs et des Vietnamiens qui vivaient autrefois dans les régions méridionales de la Chine actuelle avant de migrer plus au sud pour éviter d'être absorbés par les Chinois.

Si, dans les régions septentrionales qui sont le berceau du peuple chinois, la rigueur des hivers ne permet de faire qu'une seule récolte chaque année, dans les régions subtropicales où les hivers ne sont pas froids, il est possible de faire deux et même trois récoltes par an, grâce au système du repiquage et à l'apport régulier de toute sorte d'engrais naturels.

Ce système de culture, qui fournit de gros rendements à chaque récolte, exige beaucoup de travail et d'importantes quantités d'engrais pour éviter l'épuisement des sols. Ces engrais proviennent pour une grande part des excréments humains, soigneusement récupérés et traités. Ce système de culture où les nombreux travaux agricoles doivent se succéder rapidement est sensible aux divers aléas météorologiques : sécheresse provoquée par le retard ou l'arrêt des pluies de mousson (il faut alors s'efforcer d'irriguer) ou au contraire pluies excessives qui risquent de noyer les rizières (il faut alors lutter contre leur submersion).

Cette culture est d'autant plus intensive que la population est nombreuse. L'accroissement progressif du nombre des hommes a pareillement entraîné et rendu possible la multiplication des façons culturales pour augmenter les rendements et doubler les récoltes. La densité de population dans ces plaines a progressivement atteint, au cours des siècles, des effectifs considérables (plusieurs centaines de personnes au kilomètre carré) qui ont brusquement doublé dans la seconde moitié du 20^e siècle, du fait de la forte diminution de la mortalité et de la très rapide croissance démographique qui s'est ensuivie.

Ces très fortes densités qui peuvent dépasser aujourd'hui, dans certaines régions, 1000 habitants au km², augmentent maintenant plus lentement puisque les taux de natalité ont été réduits. Aussi les régions subtropicales de la Chine du Sud-Est, y compris le bassin du Sichuan, sur le moyen Yangzijiang, sont-elles dans l'ensemble plus peuplées que les régions situées au nord de la vallée de ce grand fleuve et qui sont pourtant le berceau historique du peuple chinois.

La solidité d'un très ancien appareil d'Etat bureaucratique

Si ce système de culture très intensif, rendu possible par un certain type de société, est une des conditions fondamentales de l'importance de la population chinoise, il n'est cependant pas la seule. En effet, la riziculture intensive et les sociétés hydrauliques existent dans d'autres Etats, grands et petits, de l'Asie des moussons,

depuis l'Inde jusqu'au Japon. A la place de l'actuelle Chine auraient pu tout aussi bien se constituer plusieurs Etats, comme c'est le cas en Asie du Sud-Est. L'énormité du nombre des Chinois aujourd'hui ne résulte donc pas seulement de l'agriculture intensive, elle tient aussi à des facteurs géopolitiques qui ont rendu possible, en dépit de graves vicissitudes, le contrôle durant des siècles, par un même Etat, de territoires non seulement très étendus mais aussi très fortement peuplés.

Le fait que l'Empire chinois dure depuis des siècles et qu'il ait pu, à plusieurs reprises, reconstituer son unité après avoir subi différentes formes de division plus ou moins durables, tient à la solidité de la civilisation qui en est le fondement et dont l'unité, malgré son extension spatiale et la diversité des groupes humains qu'elle englobe, tient à l'efficacité de ses structures d'encadrement.

C'est en effet cinq siècles avant l'ère chrétienne que commence à apparaître en Chine un appareil d'Etat centralisé s'appuyant sur un corps de fonctionnaires. Durant le millénaire précédent (1600-500 avant JC), il y avait eu en Chine du Nord différents royaumes entre lesquels les guerres avaient été fréquentes. Les guerres entre ces diverses forces féodales aboutirent peu à peu à la constitution d'un Etat centralisé dont l'autorité sur l'ensemble des terres et sur la masse des paysans a cherché à s'exercer par l'intermédiaire d'une hiérarchie de fonctionnaires.

Certes, la Chine féodale n'a pas disparu d'un seul coup et, à plusieurs reprises dans son histoire, des chefs de guerre devinrent indépendants et accaparèrent les terres au détriment à la fois de l'Etat qui ne percevait plus l'impôt et des paysans qui devaient livrer au seigneur une grande part de leur récolte. Mais, après chacune de ces périodes de désordre plus ou moins longues, l'unité de l'Empire fut rétablie, presque chaque fois du fait d'une grande révolte paysanne qui chassait les féodaux usurpateurs. La marche harmonieuse de cette société et la transmission des volontés impériales étaient assurées par les fonctionnaires, les fameux mandarins, sélectionnés par concours en fonction de leur savoir et de leur compétence (ils pouvaient être d'origine modeste) et qui formaient une hiérarchie de lettrés au service de l'Etat, une véritable bureaucratie. Ils exerçaient leur autorité dans tous les domaines de la vie publique, y compris à la tête des armées, et leur rôle était d'autant plus grand qu'ils n'étaient pas concurrencés par un clergé. En effet, fait très particulier, la société chinoise dans son ensemble, exception faite de minorités bouddhistes et taoïstes, n'avait pas à proprement parler de religion, mais plutôt une morale dont les principes, qui visaient au bon fonctionnement de la société, avaient été codifiés par Confucius (571-479 avant JC), lequel était justement le patron de l'école des lettrés.

L'expansion d'une même écriture sur de nombreux parlers

L'empire mandarinal, cette structure d'encadrement unique au monde par sa durée et son efficacité, a mis des siècles à se constituer avec des avancées et des reculs ; il se met véritablement en place au 10^e siècle, avec la dynastie des Song, et subsistera, non sans crises, péripéties et avatars, jusqu'au début du 20^e siècle. Le rôle de cette administration de fonctionnaires lettrés a été essentiel pour la permanence et l'unité de la civilisation chinoise, en dépit de la considérable extension territoriale de l'empire et de la diversité des groupes sur lesquels il établissait progressivement sa domination.

Pour comprendre ce rôle unificateur, il faut tenir compte des caractéristiques très particulières de l'écriture chinoise. C'est une écriture idéographique qui ignore l'alphabet et qui est basée sur le principe simple que chaque signe graphique correspond à la représentation d'une chose ou d'une idée. Depuis l'apparition de cette écriture, quinze siècles avant l'ère chrétienne, ces signes sont devenus de plus en plus complexes et leur apprentissage de plus en plus long, au fur et à mesure de l'évolution de la société et de l'augmentation du nombre des choses et des concepts que l'on veut signifier. Seuls des spécialistes, des lettrés des plus hauts grades pouvaient avoir le temps et la mémoire nécessaires pour apprendre le plus grand nombre de ces signes.

En revanche l'écriture idéographique, qui peut sembler malcommode, présente un considérable avantage, qui a déterminé l'unité et la permanence de la civilisation chinoise : elle s'adapte en effet à une grande diversité de parlers. Un même signe graphique est compris identiquement par des populations qui le prononcent de façon très différente. L'Empire chinois a regroupé des peuples de dialectes très différents les uns des autres, et leur unification s'est faite par les lettrés qui ont utilisé la même écriture. Si, au cours des siècles, les prononciations ont évolué, l'écriture est restée la même grâce aux traditions du corps des lettrés, de telle sorte que les Chinois d'aujourd'hui peuvent aisément lire des livres rédigés il y a plus de six siècles.

De nos jours encore, en dépit de l'extension, par l'enseignement, du mandarin parlé à Beijing (Pékin), on parle en Chine un grand nombre de dialectes différents que l'on peut réunir en trois grands groupes : celui du Nord (quatre sous-groupes, parlés par les deux tiers de la population), celui du Sud et celui du Sud-Est (avec aussi de nombreuses variantes locales et régionales). D'une région à l'autre, les Chinois ne se comprennent pas verbalement, mais l'écriture leur permet de communiquer sans difficulté.

La permanence de cette écriture au cours des siècles et le fait qu'elle ait été utilisée par la bureaucratie des mandarins pour organiser et diriger un très grand nombre d'hommes fut un moyen très efficace d'enrichissement progressif de ce que l'on peut appeler l'héritage ou le capital technique, scientifique et artistique de cette civilisation, en dépit des bouleversements qu'ont pu connaître l'Etat et la société. Tout cela aide à comprendre que la civilisation chinoise soit devenue la plus efficace des grandes civilisations préindustrielles. Jusqu'au 18^e siècle, en effet, elle fut en avance dans bien des domaines sur la civilisation européenne.

Les villes et une très ancienne organisation territoriale

Certes, la base de la civilisation chinoise est fondamentalement rurale, paysanne ; les villes y jouent pourtant depuis des siècles un rôle très important, non seulement comme siège du pouvoir administratif, mais aussi comme lieu de concentration d'une clientèle aisée ou fortunée et des services qui lui sont nécessaires. La civilisation chinoise se caractérise en effet depuis très longtemps par un développement très avancé des techniques artisanales et manufacturières dans les domaines les plus divers et par un savoir-faire qui est encore compétitif aujourd'hui en regard des performances de certaines industries, notamment de celles qui se fondent sur la matière grise. Ces prouesses techniques résultent d'une division du travail qui a toujours été extrêmement poussée, rendue possible par le très grand nombre des

travailleurs et la taille considérable du marché, mais aussi par le rôle de la bureaucratie mandarinale qui transmettait les informations et les innovations du bas en haut de la hiérarchie.

L'administration chinoise a été organisée territorialement de façon très précise et très stable, depuis le district jusqu'à la capitale de l'empire, en passant par la province qui est, encore aujourd'hui, un cadre spatial essentiel. Les provinces, sheng, ont été créées au 3^e siècle avant notre ère et les limites de la plupart d'entre elles, surtout celles de la partie orientale du pays, la plus peuplée, sont restées à peu près les mêmes depuis mille ans. Non seulement cet appareil d'Etat assure le contrôle de populations qui, pour être très nombreuses, sont de même culture et sont concentrées dans les plaines orientales, mais il a étendu son autorité loin vers l'Ouest, sur d'immenses étendues plus ou moins steppiques, très faiblement occupées par des populations en majorité nomades ou semi-nomades, dont la culture, la langue et la religion sont tout à fait différentes de celle des Han.

Cette expansion chinoise vers l'Occident a commencé quatre siècles avant l'ère chrétienne pour des raisons commerciales et politiques : la route de la soie qui atteignait la Méditerranée passait par les oasis d'Asie centrale, et les empereurs chinois tenaient à établir des relations avec les grandes confédérations de tribus turco-mongoles dont ils craignaient les invasions. C'est beaucoup plus tard, au 7^e siècle, que s'opéra la grande expansion chinoise non seulement en Asie centrale jusqu'aux abords de la Perse, mais aussi vers le nord, en Mandchourie et en Corée. Mais au 13^e siècle, les Mongols, les héritiers de Gengis Khan, l'emportèrent et prirent le contrôle de l'ensemble de la Chine. Après avoir progressivement libéré le pays de cette oppression au 14^e siècle, la dynastie des Ming fit construire, au 15^e siècle, la célèbre muraille de Chine pour se préserver de nouvelles invasions; et, pour mieux surveiller ce secteur stratégique, elle installa la capitale dans le nord de l'empire, à Beijing, alors qu'une grande partie de la population chinoise se trouvait dans les régions méridionales. En dépit de cet inconvénient (encore plus marqué aujourd'hui), la dynastie des Qing entérina au 17^e siècle le choix de Pékin comme capitale, et ce d'autant plus que cette nouvelle dynastie était le fait de conquérants mongols plus ou moins sinisés, venus de Mandchourie, et qui reprirent à leur compte le système administratif traditionnel des mandarins.

La Chine des Mandchous, au 18^e siècle, fut au maximum de son extension territoriale puisqu'elle englobait le Tibet, l'Asie centrale jusqu'au lac Balkach (au Kazakhstan aujourd'hui), toute la Mongolie et les territoires de l'ex-Union soviétique (essentiellement le Kazakhstan et la Russie) situés au nord-est de l'actuelle Mandchourie, soit 11,5 à 12 millions de km² (9,6 millions de km² aujourd'hui).

Dans cet immense empire, les trois quarts de la superficie d'alors étaient très faiblement habités, et par des populations de cultures très diverses : musulmans turco-mongols, bouddhistes tibétains ou montagnards thaïs des confins du Vietnam, tous fermement tenus en main par de nombreuses garnisons ou de grosses colonies chinoises et par l'efficace administration des mandarins. Pendant longtemps, une fois les Mongols sinisés, la Chine n'a pas eu à craindre d'adversaire dangereux sur sa périphérie.

Des siècles de progrès mais aussi de graves crises

Pour les dirigeants chinois, qu'ils soient mandarins d'autrefois ou cadres du parti communiste aujourd'hui, la préoccupation essentielle n'est pas tant la surveillance des lointaines provinces et de leurs populations plus ou moins barbares, ni la défense des confins de l'empire que le contrôle de ce qui en est le cœur depuis des siècles, c'est-à-dire la Chine des dix-huit provinces, où s'est développée sa civilisation et où se concentre l'essentiel de sa population, le peuple des Han. Celui-ci est évidemment le fondement même de l'Empire du Milieu.

Le plus étonnant dans le destin géopolitique de la Chine, c'est moins la dimension considérable des territoires plus ou moins vides qu'elle contrôle depuis des siècles que l'énormité de sa population et le maintien de son unité politique. Grâce, au fond, à la solidité de ses structures d'encadrement et surtout à la force ou au sentiment de supériorité de la civilisation sur laquelle il repose, cet Etat a été en mesure de se maintenir durant des siècles, en dépit des vicissitudes, tout comme il a pu conserver, en dépit des calamités, la cohésion culturelle d'une population de plus en plus nombreuse.

Si, dans tous les pays du tiers-monde, le problème majeur est devenu celui du développement, dans le cas de la Chine il s'agit d'une population énorme et d'une situation de sous-développement. Quarante ans après la fin des guerres et en dépit de la rapide croissance économique qu'elle connaît depuis une quinzaine d'années, la population chinoise vit encore, pour une bonne part, dans la pauvreté.

Que la Chine soit à notre époque un pays sous-développé pose un étonnant problème de géohistoire. Pendant des siècles, la civilisation chinoise fut l'une des plus efficaces et, dans presque tous les domaines, elle fut en avance sur toutes les autres, y compris la civilisation européenne. De plus, contrairement à ce que l'on croit souvent, la Chine n'était pas toujours isolée sur elle-même et les Chinois, durant des siècles, entretenirent des relations commerciales de grande envergure, par terre mais aussi par mer, avec des pays très lointains. Compte tenu de cette avance de la civilisation chinoise, on peut alors se demander pourquoi ce que l'on appelle la révolution industrielle s'est produite à partir du 18^e siècle en Europe occidentale et non pas en Chine, d'autant que ce même 18^e siècle fut aussi pour la Chine une période de prospérité, de progrès agricole et de développement des techniques manufacturières et du commerce extérieur. La Chine était en effet à cette époque un très grand Etat bien administré.

Certes, dans bien des domaines techniques, l'Europe du 18^e siècle n'était guère en avance sur la Chine, mais les structures sociales et politiques n'étaient pas les mêmes. On peut penser que sa doctrine, le confucianisme, c'est-à-dire le respect de l'ordre établi du moment qu'il paraît favorable au bon fonctionnement de la société, n'était guère favorable aux innovations. Pourtant, cette doctrine séculaire et ceux qui en étaient les porteurs, les mandarins, n'ont pas empêché les progrès et les innovations que la société chinoise a réalisés durant des siècles.

A ces facteurs de stagnation de la société chinoise s'ajoutent, à partir des débuts du 19^e siècle, une série de très graves difficultés internes, à commencer par les révoltes paysannes qui aboutirent vers 1850 à une énorme insurrection, celle des Taiping, qui ravagea la plupart des dix-huit provinces et qui ne fut étouffée que quinze ans plus tard après avoir fait peut-être 50 millions de morts. Dans sa longue histoire, ce n'était

pas la première fois que l'empire connaissait une telle crise. Mais dans le passé, lors de ces phases de désordre, il n'y avait pas eu autour de la Chine, de puissance susceptible de bouleverser profondément l'ordre traditionnel qui était le sien. A partir du 19^e siècle, en revanche, les Européens, et d'abord les Anglais, introduisirent de gré ou de force, en Chine comme dans d'autres parties du monde, d'autres formes d'organisation de la société, les méthodes du capitalisme qui déstructurèrent la société chinoise.

Ainsi pour comprendre les problèmes de la Chine actuelle, il faut tenir compte de son histoire : non seulement celle des dernières décennies et des contradictions du régime communiste, mais aussi celle des deux siècles passés, le 18^e qui fut en quelque sorte l'apogée de la Chine classique, et le 19^e où s'amorça une longue crise dont on peut se demander si la Chine actuelle en est sortie, en dépit du communisme ou à cause de lui. Aussi bien les dirigeants actuels, quelles que soient leurs fonctions au sein du parti communiste, que les opposants se réfèrent non seulement aux décennies récentes mais aussi à ces deux derniers siècles du passé de la Chine, et c'est en fonction des représentations qu'ils ont des données positives et négatives de cet héritage historique qu'ils envisagent l'avenir de cet énorme Etat.

L'EMERGENCE DE LA CHINE MODERNE : L'ERE DENG XIAOPING

Au cours du demi-siècle écoulé, la Chine aura connu ses deux derniers "empereurs". Le premier, Mao Zedong, lui a rendu son intégrité et sa dignité. Le second, Deng Xiaoping, a conduit, d'une main de fer et sans gant de velours, une mutation économique et sociale aussi spectaculaire que la révolution Meiji du 19^e siècle au Japon. Pour accomplir cette œuvre monumentale, il s'est appuyé sur la légitimité de Mao.

Réformes et ouvertures économiques

La politique de réformes de l'après-Mao, mise en œuvre par Deng Xiaoping un peu plus d'un an après le retour de celui-ci sur la scène politique, s'efforça de répondre à une multitude de problèmes par un thème dominant : la modernisation rapide. Ce qui signifiait une ouverture sur le monde extérieur et une décentralisation de l'économie. Des modifications qui devaient rester, aux yeux des dirigeants, sous le contrôle du parti communiste chinois et sans rupture affichée avec le passé maoïste.

Les réformes furent promulguées dès la fin de 1978. Elles conduisirent à une décollectivisation de fait des campagnes, au retour à une activité agricole privée et familiale, et à l'émergence rapide et vigoureuse d'un secteur rural non agricole : multiplication des petites industries rurales, privées ou non (entre 1978 et 1988, le nombre d'emplois est passé de 17,3 millions à 34,1 millions pour les secteurs secondaire et tertiaire, et de 2,3 millions à 15,2 millions dans le bâtiment). Le monde paysan, soit plus des trois quarts de la population, se transforma lui aussi fortement et rapidement. La décollectivisation, non planifiée par le pouvoir, probablement même impensable au départ, se réalisa par étapes accélérées, et fut pratiquement achevée dès les premières années de la décennie 80.

Il ne s'agissait pas là d'un simple retour au passé : le déploiement des rapports marchands, le rôle de la monnaie et le développement d'une petite industrialisation à

la campagne remodelait la physionomie des campagnes par rapport à la phase maoïste, certes, mais aussi par rapport aux normes du passé. La condition rurale s'améliorait et l'écart entre villes et campagnes se réduisait tout en demeurant important.

Dans l'industrie, les réformes (plus grande autonomie financière, décentralisation de la gestion, etc.) furent plus lentes, plus malaisées à mettre en œuvre, et obtinrent des résultats divers. En 1984, au sommet de l'offensive réformiste que stimulaient les succès importants remportés par l'agriculture décollectivée, la réforme urbaine et industrielle fut généralisée, malgré les résistances de nombreux cadres de l'appareil du PCC, notamment les promus de la Révolution culturelle peu enclins à faire fonctionner une économie mixte, baptisée économie socialiste de marché.

En 1981, le secteur privé, parti de rien à la fin de la période maoïste (il était interdit), comprenait 1,8 million de petites entreprises (essentiellement familiales) occupant 2,3 millions de personnes ; en 1987, 14 millions d'entreprises privées employaient près de 22 millions de personnes (18 millions d'entreprises en 1992 employant plus de 30 millions de personnes). Encore que les chiffres sous-estiment l'ampleur du processus (et ne comptabilisent pas les entreprises publiques qui étaient de fait privatisées).

Le contrôle de l'Etat sur la vie sociale a décliné, au profit d'initiatives variées, souvent illégales. La corruption, qui n'avait jamais disparu de la Chine maoïste, prit un essor spectaculaire. L'appareil du parti-Etat échappa à son tour à la tutelle de la direction du PCC et commença à privatiser ses privilèges, d'où la prolifération de toutes les formes de corruption et l'émergence d'une sorte de capitalisme bureaucratique, voire d'une situation bâtarde où les cadres même du parti gangrenaient le système.

Quoi qu'il en fût, la Chine des années 80, qui avançait vite (9% de progression annuelle en moyenne sur la décennie, 20% dans la province du Guangdong, la plus engagée dans la réforme et la plus ouverte sur le monde extérieur), était aussi en pleine mutation. Mais la croissance était loin d'être saine : l'inflation, un grave déficit budgétaire et une perte d'autorité de l'Etat sur l'activité des régions provoquèrent de sérieux problèmes. L'Etat central s'efforçait de reprendre la situation en main, et imposa en 1988 une politique d'austérité, non sans peine ni sans concession aux nouvelles forces économiques, avant tout aux autorités locales et provinciales.

Après des décennies d'autarcie maoïste, l'ouverture économique sur le monde fut spectaculaire. En 1989, les exportations représentaient 13% du PNB, contre 5% en 1978. Le commerce extérieur représente environ 220 millions de dollars en 1994. Des zones économiques spéciales (ZES) furent ouvertes dès 1979 sur la façade maritime pour favoriser l'arrivée de capitaux extérieurs et de technologies modernes. Les quatre premières étaient situées dans les provinces côtières du Fujian et du Guangdong : Zhuhai, Shantou, Xiamen, et la plus importante, Bao'an (Shenzhen), ville-champignon limitrophe de Hong Kong, avec laquelle elle vit en symbiose, et qui incarne aujourd'hui le capitalisme chinois. Ces zones franches reproduisaient un modèle courant dans les pays du tiers-monde. Les débuts furent laborieux et les investissements étrangers lents à venir, mais l'expérience fut maintenue et amplifiée. L'île de Hainan, au sud, reçut simultanément en 1988 le statut de province et celui de zone économique spéciale, une zone vaste de près de 34 000 km².

Du nord au sud du pays, quatorze villes côtières, dont Shanghai, Tianjin et Guangzhou (Canton), furent déclarées ouvertes en 1984. Entre cette année-là et 1990, des districts et des villes (jusqu'à plus de mille) obtinrent le statut de zones économiques ouvertes en vue de servir de bases d'exportation.

Il s'agissait d'intégrer ces régions dans un ensemble Asie-Pacifique, et d'en faire des bases favorisant un développement de l'ensemble du pays. La pratique ne suivit cependant pas toujours les intentions, et les capitaux extérieurs n'étaient pas vraiment au rendez-vous : entre 1979 et 1990, 38 milliards de dollars d'investissements directs furent négociés et 18 milliards effectivement utilisés ; en 1990, les entreprises à capitaux étrangers assuraient 3,4% de la production industrielle, mais, en 1992, les capitaux de la diaspora chinoise affluèrent vers le continent (58 milliards de dollars négociés en 1992 et autour de 100 milliards de dollars en 1993 et peut-être un tiers effectivement investi).

La tendance récente dans les textes officiels chinois est de diviser la Chine en trois parties bien délimitées, division qui est aussi une ligne de séparation entre pauvreté et (modeste) aisance. Les onze provinces de l'Ouest couvrent 70% du territoire mais, en 1989, représentaient seulement 28,6% de la population et à peine 17,2% du revenu total. Les régions côtières (onze provinces, les plus prospères) rassemblaient la même année 34% de la population et 53% du revenu national. Le centre (huit provinces et la région autonome de Mongolie Intérieure) se situe dans une position moyenne.

Face à un processus de réforme zigzaguant, à la dynamique souvent incontrôlable, les débats et désaccords, dans les sommets du parti, furent de plus en plus vifs tout au long des années 80. Fallait-il limiter la réforme, l'arrêter, l'approfondir, renoncer aux bases socialistes du régime ? Tout se discutait plus ou moins ouvertement. Seul l'immobilisme était impossible à concevoir. Deng Xiaoping servit d'arbitre entre les courants. Il protégea les réformistes, mais les empêcha d'aller trop loin, de remettre en question le régime et ses dirigeants ; il refusa surtout de s'en prendre au monopole politique du parti. Soumis à des pressions conservatrices, dont celles du puissant vétéran Chen Yun, Deng accepta, début 1987, de lâcher Hu Yaobang, le secrétaire général du parti, figure de proue du réformisme. Hu Yaobang fut remplacé par Zhao Ziyang, lui-même éliminé au printemps 1989 après l'écrasement des contestataires de la place Tiananmen à Beijing.

Cette révolte qui traduisait la contradiction croissante entre le libéralisme de la vie économique et le contrôle de la vie politique par le parti resta cependant limitée au monde étudiant. Devant l'effet dévastateur dans l'opinion internationale du drame de la répression de Beijing filmé en direct par les chaînes de télévision occidentales et japonaises, la Chine fut isolée au plan international. Plus en apparence toutefois que réellement. Dès 1992-1993, les liens sont renoués : peu de pays veulent laisser échapper le marché chinois, l'eldorado des capitalistes du monde entier.

L'ouverture géopolitique sur le monde

Après avoir enfin pu reprendre son siège aux Nations unies en octobre 1971 (à la place de Taiwan lâché par les Etats-Unis), la Chine joua la carte d'une certaine respectabilité, du moins sur la scène internationale, espérant ainsi qu'on ne vînt pas

trop se mêler de ses affaires intérieures. Après 1972 et la visite coup de théâtre du président Richard M. Nixon à Beijing alors que la guerre faisait rage au Vietnam, le régime chinois noua des relations de plus en plus étroites avec les Etats-Unis, contacts qui aboutirent à une quasi-alliance en 1978. Mais les Etats-Unis durent modérer l'ardeur de la Chine contre l'Union soviétique.

La réunification du Vietnam à la suite de l'offensive nord-vietnamienne d'avril 1975 marqua le début d'une période de grande tension dans les rapports entre Beijing et Hanoi, non seulement parce que les commerçants chinois d'Ho-Chi-Minh-Ville, lésés par la collectivisation ou l'étatisation de leurs entreprises, fuyaient le Vietnam, mais aussi parce que, dans le litige frontalier qui opposait les Vietnamiens et les Khmers rouges au sujet du delta du Mékong, la Chine prit parti pour ces derniers.

Le conflit sino-vietnamien se poursuivit par procuration au Cambodge avec l'accord des Américains, Beijing continuant à apporter son appui aux Khmers rouges retranchés à la frontière thaïlandaise. La tension sino-vietnamienne s'apaisa peu à peu au cours des années 80, et surtout à la suite du lancement en Union soviétique de la perestroïka : les Vietnamiens recevaient de moins en moins d'aide de l'Union soviétique, et les dirigeants communistes d'Hanoi étaient de plus en plus réservés, tout comme ceux de Beijing, à l'égard de la politique de Gorbatchev. Des négociations avec le Vietnam aboutirent à un arrangement en août 1991, notamment sur la question du Cambodge que les Vietnamiens évacuèrent. Il n'en reste pas moins que, pour les Vietnamiens, la Chine, communiste ou non, est l'adversaire le plus dangereux et le plus craint.

En septembre 1984, les Chinois négocièrent un accord avec les Anglais prévoyant le retour pour 1997 de HongKong à la mère patrie sous forme d'une région administrative spéciale, à laquelle serait accordé un degré d'autonomie dans tous les domaines à l'exception de la défense et de la politique étrangère, selon le principe : "un pays, deux systèmes". Un arrangement avec le Portugal en mars 1987 prévoit la récupération de Macao en 1999. Mais déjà la Chine exerçait un pouvoir croissant, sinon la réalité du pouvoir, dans ces deux zones.

Depuis les années 70, les dirigeants de Beijing ont renoncé de fait mais pas de droit à la reconquête militaire de Taïwan qu'ils auraient été de toute façon incapables de mettre en pratique, et ils ont adopté à l'égard de l'Etat insulaire une attitude plus flexible. Si, dans le communiqué sino-américain au moment de la visite de Nixon en 1972, le gouvernement de Beijing refusa d'abandonner le principe de la reconquête de Taïwan, il fut cependant rassuré par la reconnaissance explicite par les Etats-Unis de l'unité chinoise, Taïwan inclus. Le chemin était ouvert pour nouer des relations plus apaisées, et pour développer des liens économiques au début des années 90.

Taïwan, qui se proclame toujours République de Chine, est devenu un partenaire commercial important de la République populaire de Chine, et l'investisseur extérieur majeur dans la province du Fujian qui fait face à l'île et où nombre d'insulaire ont des attaches familiales. Le principe de la réunification est réaffirmé mais renvoyé à un lointain avenir. En attendant, les deux Etats continuent leur guerre de légitimité et de reconnaissance sur la scène mondiale. La normalisation des relations entre la Chine et la Corée du Sud a ainsi entraîné la rupture des relations diplomatiques entre cette dernière et Taïwan.

Les rapports avec l'ASEAN, et tout particulièrement avec Singapour et l'Indonésie, ont été normalisés, même si le renforcement militaire de la Chine et sa volonté croissante d'être le gendarme de la région inquiètent les pays du Sud-Est asiatique et les poussent à développer leurs armées.

Il n'y a plus actuellement, semble-t-il, de grands contentieux sur les frontières. La Chine ne demande pas le retour des territoires du Nord, autrefois annexés par la Russie, ni un droit de regard sur la Mongolie Extérieure. Pour le moment... Mais il reste de petits différends : avec la Russie au sujet des îles sur les fleuves Amour et Oussouri et sur les montagnes du Pamir ; avec l'Inde sur des parties du Cachemire et de la frontière du Nord-Est ; avec le Japon sur les îles Senkaku ; avec le Vietnam sur les archipels Spratly et Paracel en mer de Chine : enjeu, lui, d'autant plus important que la zone est supposée renfermer de grandes réserves pétrolières.

A l'égard de la Russie, déssoviétisée depuis la dislocation de l'Union soviétique en 1991, la Chine doit revoir sa politique en tenant compte d'une donne radicalement changée, son voisin hier trop puissant étant aujourd'hui déstabilisé. Presque trop : les dérives politiques des républiques de l'ex-Union soviétique et les risques de poussée islamiste dans les républiques musulmanes ex-soviétiques devenues indépendantes constituent pour les dirigeants chinois des sources d'inquiétude du fait d'une contagion possible.

Les sentiments à l'égard du Japon sont chargés d'ambivalence. La méfiance reste grande : on craint à Beijing la remontée d'un militarisme si redoutable jadis. Les dirigeants chinois, mais aussi la population, tout particulièrement les étudiants, perçoivent le Japon comme un remarquable modèle de développement économique, mais aussi comme un dangereux ennemi potentiel. Il n'est, de ce fait, guère aisé pour les décideurs chinois de prendre une position claire face à un pays qui fascine et qui fait peur. Fin octobre 1992, le nouvel empereur du Japon Akihito, pour son premier voyage hors de son pays, s'est rendu à Beijing où il a fait part de ses regrets pour ce qui s'était passé autrefois entre les deux pays.

Pour les Japonais, la situation de la Chine est incertaine, tout comme l'issue des réformes économiques et de la modernisation : il peut y avoir échec et crise politique dans l'ensemble du pays. Aussi les dirigeants des grandes firmes japonaises font-ils preuve de prudence dans leur politique d'investissement et d'aide à la Chine, ce que critique le gouvernement chinois. Pourtant, entre les deux pays, les relations économiques sont de plus en plus étroites, allant jusqu'à la reconnaissance d'une certaine complémentarité. Le commerce extérieur entre les deux pays est passé de 0,48 milliard de dollars en 1965 à 3,8 milliards en 1975 et à près de 50 milliards en 1994. En 1992, la Chine est devenue le deuxième client du Japon. Le gouvernement japonais a réagi en 1989 avec modération, voire avec complaisance, au massacre de Beijing, atténuant ainsi le poids de la réprobation internationale et de la solitude diplomatique. Pour l'essentiel cependant, le Japon reste, aux yeux des officiels et probablement de la population, le grand rival asiatique pour le futur ; à terme, un adversaire peut-être plus redoutable que les Etats-Unis, puissance du Pacifique, mais pays non asiatique.

Aux yeux des petits pays de l'Est asiatique, la Chine est un utile contrepoids. Son attitude est perçue positivement en Corée du Sud : Beijing freine, estime-t-on, les

ardeurs militaires, agressives de la Corée du Nord, un pays pour qui la Chine avait cependant été un partenaire généreux et fiable dans les moments difficiles. Mais aujourd'hui des pressions sont exercées sur le régime de Kim-Il-sung et sur son successeur afin qu'ils évitent d'attiser les tensions avec la Corée du Sud. D'autant que les relations économiques de la Chine s'améliorent avec cette dernière. La Corée du Sud, avec qui des liens diplomatiques sont noués depuis 1992, peut, juge-t-on à Beijing, être une source de capitaux et de technologie : pays moins puissant que le Japon, il est moins redouté. De surcroît, on n'ignore pas à Beijing que Séoul et les Etats-Unis ont besoin de la Chine dans ses complexes tractations avec les communistes de Corée du Nord, notamment au sujet du potentiel nucléaire du pays.

LES ENJEUX A MAITRISER POUR DEVENIR LA SECONDE SUPERPUISSANCE DE LA PLANETE

La mort de Deng Xiaoping, le 19 février 1997, n'a débouché sur aucune crise de régime. Les problèmes de succession politique et d'orientation économique sont cependant restés entiers. Si la croissance s'est maintenue, la situation économique et sociale est apparue de plus en plus préoccupante. Quant aux relations extérieures, elles ont été marquées par un net dégel et un redéploiement diplomatique, notamment vers la Russie et la France.

Une stabilité politique à maîtriser

La mort de Deng n'a finalement été qu'un non-événement. A la fin de son règne, le "petit timonier" n'occupait plus qu'un rôle marginal dans la gestion quotidienne des affaires. Sa disparition n'a donc pas ébranlé le pouvoir du chef de l'Etat, Jiang Zemin qui, au contraire, a réussi à maintenir sa position.

Cependant, ce qui frappe dans le comportement du régime chinois et dans le cérémonial rigide du congrès du Parti communiste, c'est le contraste entre les éléments de force et de fragilité. On pourrait s'attendre à une plus grande assurance de la part des maîtres du pays, compte tenu des succès économiques, de la réussite de la récente rétrocession de Hongkong et de la place croissante que prend la Chine sur la scène internationale.

Ce n'est plus seulement le monde extérieur qui se demande très sérieusement si la Chine ne sera pas "l'autre" superpuissance et l'une des forces majeures du 21^e siècle, c'est la population et le régime qui commencent à exprimer une ambition du même ordre, mais sans l'avouer trop bruyamment : on est conscient que le parcours sera encore escarpé.

En fait, la Chine est entraînée, d'un côté, dans une montée en puissance économique et géopolitique. De l'autre, elle n'est pas sortie d'une difficile et parfois chaotique reconversion économique et systémique, aux effets sociaux très destructurants. Il en résulte un décalage considérable entre ce que le pays est devenu après deux décennies de bouleversements postmaoïstes et ce qui est proclamé officiellement au sommet du parti.

Cette difficulté est masquée par le déploiement de la ferveur patriotique, à la fois réelle et manipulée, qui a pris depuis quelque temps le relais d'un marxisme-

léninisme vide de contenu. Le mot d'ordre, c'est la stabilité politique. La volonté de cohésion de la direction du PCC est d'autant plus affichée que l'on prépare une vaste réforme de l'économie étatique aux effets incertains. Des questions aussi délicates que les droits de l'homme ou le Tibet sont mises de côté. Les problèmes de politique extérieure (ou celui de Taïwan, considéré comme une question intérieure) n'ont été traités qu'en termes généraux et avec des accents de bonne volonté, bien éloignés de l'agressivité manifestée encore récemment. L'essentiel, c'est le bon ordre du pays et surtout une succession maîtrisée.

Cette continuité économique et politique cache les bouleversements sociaux - déjà visibles du haut en bas de la société - qui ne sont jamais traités dans le discours officiel. L'accent mis sur la discipline exprime une volonté de mieux tenir le gouvernail de la nation, ce qui, malgré les réussites de la reprise en main macro-économique, semble loin d'être acquis. Le discours s'adresse tout particulièrement à l'armée, qui échappe pour une bonne part à la tutelle civile et à laquelle la population reproche sa corruption, ses nombreux abus.

Le pouvoir politique "communiste" voudrait, pour sa part, être assuré de l'obéissance des militaires : bras du parti, l'armée est clairement le rempart du régime avant d'être celui de la nation. La présence, au sein du bureau politique, des deux vice-présidents de celle-ci, les généraux Zhang Wannian et Chi Haotian, atteste certes de l'étroitesse des liens entre l'armée et le parti, mais elle ne constitue pas pour autant un garant absolu de loyauté. M. Jiang Zemin paraît avoir neutralisé l'armée. C'est ainsi que l'on interprète l'absence d'un militaire dans l'organe suprême, le comité permanent du bureau politique (contrairement à ce qui était prévu et comme c'était le cas lors du précédent congrès). Il reste à prouver que M. Jiang Zemin peut désormais éviter les pressions nationalistes, voire chauvines, que l'armée a exercées ces dernières années, et tout particulièrement à propos de Taïwan au début de 1996.

La frilosité, sinon la crainte, l'emportent dans le domaine des réformes politiques, preuve indiscutable d'un sentiment d'insécurité du régime. Il n'est pas question de revenir sur les événements de Tiananmen de 1989, même si nul n'ignore qu'il faudra bien un jour régler ce terrible passif.

Par ailleurs, on a, certes, asséné la sempiternelle sentence sur la nécessité des réformes politiques, mais en prenant le moins de risques possible. On proclame une fois de plus la nécessité de lutter contre la corruption, mais sans préciser comment et donc sans la moindre crédibilité : omniprésent, ce phénomène vient plus que jamais, d'abord, des sommets du pouvoir et ne saurait être dissocié du mouvement de reconversion des élites. Il existe toujours un énorme hiatus entre ce que la société est devenue et expérimente quotidiennement, qui n'a plus grand-chose à voir avec les années maoïstes, et ce que le régime présente comme projet politique de gestion de la Chine.

Cet autoritarisme dissimule de nombreuses faiblesses pour ne pas dire un désarroi certain de gouvernants qui ne savent pas très bien comment retrouver une légitimité perdue. Leur force réside tout simplement dans l'absence d'alternative et les succès économiques actuels. C'est un pouvoir par défaut.

Une transition socio-économique difficile

La situation économique, qui reste favorable dans ses grandes tendances, mais aussi l'ampleur de l'ouverture sur le monde poussent à l'approfondissement des évolutions en cours. Les options prises par le congrès sur une privatisation partielle de l'économie industrielle d'Etat reflètent moins l'audace de la direction actuelle qu'une tentative de rattraper et de contrôler un mouvement, en cours, à l'allure assez désordonnée. Selon la Banque mondiale, l'équivalent de 10 milliards de dollars de biens de l'Etat a déjà été vendu à des intérêts particuliers depuis dix ans, en toute illégalité ou par des arrangements obscurs.

Si le commerce extérieur a stagné en 1996, avec des exportations atteignant 151 milliards de dollars, en augmentation de seulement 1,5% (et un excédent de 13 milliards de dollars), la croissance de l'économie est restée importante : à près de 10%. L'inflation a été, selon les sources officielles, contenue à 5-6%, ce qui confirme le succès de la reprise en main macro-économique entreprise depuis 1994. La santé de l'économie prise dans sa globalité paraît plutôt florissante - à la mesure des 125 milliards de dollars de réserves de change, les deuxièmes du monde, et cela sans compter Hongkong.

Le pays a reçu 42,4 milliards de dollars d'investissements directs étrangers en 1996, en augmentation de 12% sur 1995. Et, signe sans doute favorable pour le régime, 90 000 étudiants formés à l'étranger sont revenus au pays durant les cinq dernières années, dont 15 000 à Shanghai.

Le succès d'ensemble masque cependant des disparités régionales et sociales de plus en plus grandes et qui n'ont fait que s'accroître depuis le début de la réforme. Sans oublier les risques que pourrait encourir une économie plus exposée aux règles du marché mondial, comme le montre la crise financière actuelle qui affecte des pays du Sud-Est asiatique.

Une vaste enquête, menée sur un échantillon de 40 000 familles de citoyens, confirme la hausse des ressources : les trois quarts des familles ont des revenus annuels supérieurs à 10 000 yuans, en augmentation de 70% sur 1991. Mais il est très frappant de constater que 55% des familles riches (plus de 100 000 yuans par an) sont concentrées dans la seule province du Guangdong (limitrophe de Hongkong) qui, largement intégrée à l'économie mondiale, se situe depuis longtemps à l'avant-garde des changements. Si une ville comme Shanghai ou les provinces côtières du Zhejiang ou du Jiangsu sont bien représentées dans cette Chine de la prospérité, l'arrière-pays en est pratiquement absent. Et, à Shanghai, l'écart entre les 10% les plus riches et les 10% les plus pauvres a quadruplé entre 1990 et 1996.

Cette coupure entre ceux qui progressent et ceux qui sont menacés est visible dans la réforme du secteur d'Etat, qui est présentée comme la priorité du pays. Avec 70 milliards de yuans de pertes (contre 54 milliards en 1995), l'année 1996 aurait été particulièrement difficile dans le secteur d'Etat : c'est un secteur déficitaire à 70% et qui grèverait toujours lourdement le budget national - 16,2 milliards de yuans de subsides en 1995 - quoique les aides se réduisent régulièrement depuis plusieurs années.

La crise menacerait même le secteur bancaire, obligé de soutenir, à la place de l'Etat, des usines souvent en situation de quasi-banqueroute : de 20% à 30% des

emprunts ne sont pas remboursés. En dernier recours, l'Etat doit quand même faire face, ce qui est devenu financièrement intenable.

Le mécontentement ouvrier grandit. Pas plus aujourd'hui qu'hier, il ne s'agit de casser d'un seul coup le secteur d'Etat, comme d'autres pays de l'Est l'ont fait, avec les conséquences redoutables que l'on sait. Le vice-premier ministre Zhu Rongji a éprouvé le besoin de rappeler qu'il n'y a pas d'urgence à lancer une politique massive d'actionnariat.

Protéger les entreprises d'Etat pour éviter un chaos à la russe, voire une explosion sociale urbaine, constituait même une composante essentielle du modèle chinois "de transition". Cela n'a pas empêché le régime d'entreprendre, ou de laisser se faire, un démantèlement progressif de ce secteur. Celui-ci est devenu minoritaire : de près de 80% de l'activité industrielle en 1980, il est passé à un tiers à peine aujourd'hui. Les mises en faillite, impensables il y a peu (malgré une loi de 1988 les autorisant), se généralisent : 2 300 en 1995, 6 300 en 1996. Elles représentent souvent une façon commode d'effacer les dettes, qui retombent à la charge des banques et du budget de l'Etat. Et l'action du gouvernement facilite cette dérive en incitant à la fusion des entreprises non rentables.

Le régime est cependant toujours hanté par la crainte d'une explosion sociale et veut avancer, comme dans le passé, par des expériences pilotes soigneusement choisies, quitte à reculer s'il le faut.

Mais la vive tension sociale dans les entreprises d'Etat tient aussi aux licenciements déguisés ou aux réductions de salaire et aux innombrables retards de paiement. On compte 26000 cas "d'agitation ouvrière" (de diverse nature) pour les six premiers mois de 1997, en augmentation de 59% sur la même période de 1996. Le pouvoir a mis l'étouffoir sur ces graves événements, qui n'ont été connus que quelques mois plus tard. Le régime hésite à utiliser la répression directe, sauf - comme ce fut le cas lors des événements de 1989 - pour écraser toute forme d'organisation ouvrière indépendante.

Mais Pékin recule moins souvent qu'il y a quelques années dans la poursuite de ses objectifs : la généralisation de la logique de marché. Si les élites y sont acquises dans des proportions de plus en plus importantes, le monde ouvrier d'Etat est partagé entre la peur et l'hostilité. Le sous-emploi, qui est officiellement chiffré à 3-4% (autour de 5 millions de personnes) - sans compter les travailleurs "déplacés" - dans les villes, pourrait en concerner 16 millions en l'an 2000. Le chômage atteint des niveaux de l'ordre de 20% dans certaines régions du Nord-Est (l'ancienne Mandchourie), zone de vieille industrie lourde assez obsolète.

On disserte à profusion, en haut lieu, sur les formes nouvelles, plus sophistiquées, de gestion autoritaire, et sur le meilleur moyen d'utiliser les traditions et l'héritage culturel du pays, dans le but d'éviter à la fois une explosion populaire qui reste la hantise des dominants et la déstructuration d'un univers chinois si compliqué à gérer, si riche de risques et de potentialités.

L'intégration réussie de Hongkong à confirmer

Le retour de la colonie britannique de Hong Kong à la Chine, le 1er juillet 1997, a rendu visible une nouvelle construction du Continent. La restitution d'un territoire à un Etat, événement rare, paraît faire partie de l'ordre des choses, pour les Chinois. Il n'est que de voir l'insistance que Pékin met à récupérer Taïwan.

Avec le retour de Hongkong à la Chine, prend fin, pour ce minuscule territoire de 1067 km², une aventure exceptionnelle qui aura duré un siècle et demi. Rien ne destinait ce "rocher désolé", situé en bordure de la mer de Chine du Sud, à la fortune qui s'y est épanouie ces dernières décennies sous la férule britannique. Pour sortir ces terres peu hospitalières de leur immobilisme, il aura fallu la rencontre, au 19^e siècle, de l'expansionnisme agressif du capitalisme européen en quête de nouveaux marchés avec le déclin de l'Empire chinois sclérosé.

Très appauvrie à la fin de la Deuxième Guerre mondiale et dans les années 1950, à la suite de l'occupation japonaise et de l'afflux de centaines de milliers de réfugiés chinois fuyant la guerre civile, Hongkong a renoué avec la stabilité politique et le développement économique à partir des années 1960. Son expansion quasi-ininterrompue s'est bâtie, dans un premier temps, sur la production massive et à bon marché, dans des conditions de travail épouvantables, de produits textiles et électroniques.

L'ouverture économique de la Chine à partir du début des années 1980 a conduit les entreprises de Hongkong à délocaliser leurs productions à faible valeur ajoutée vers les provinces côtières de la République populaire, où les coûts de main œuvre sont encore plus bas, et à se concentrer sur les activités tertiaires. Hongkong est ainsi devenue l'une des principales places financières et boursières d'Asie et du monde. Dans le même temps, s'est produite une interpénétration des capitaux entre le territoire et le continent faisant de la colonie - avant même son retour à la mère-patrie - une pièce majeure du système économique chinois.

La rétrocession de Hongkong à la Chine s'accomplit sur la base de l'accord sino-britannique de 1984 qui accorde au territoire le statut particulier de "Région administrative spéciale". Pékin respectera-t-il pendant les cinquante prochaines années, comme Deng Xiaoping l'avait promis, le principe "un pays, deux systèmes" ? Si la volonté de favoriser le climat des affaires paraît réelle, l'annonce, avant même la date fatidique du 1er juillet, de restrictions à des droits politiques, récemment acquis, des habitants de Hongkong, notamment le droit de manifestation, suscite bien des inquiétudes. La réintroduction d'anciennes lois coloniales tombées en désuétude n'est pas non plus du meilleur augure. Il reste à savoir si, en faisant vibrer la fibre nationaliste de la population, la République populaire parviendra à lui faire oublier ces limitations à sa liberté.

Un grand challenge économique se prépare pour le 21^e siècle, dont la Chine sera sans nul doute l'un des principaux acteurs. Hongkong est un symbole, un test qui rassurera ou inquiétera le monde politique et économique. Le respect des droits de l'homme sera l'un des éléments déterminants de ce passage de témoin.

Ouverture économique et désescalade diplomatique

Pour l'heure, en matière d'ouverture économique, la Chine poursuit son mouvement d'insertion dans l'économie mondiale. En 1996, les importations ont crû de 5,1% (138,9 milliards de dollars) et les exportations de 1,5% (151,2 milliards). Mais cette même année, le total des investissements directs extérieurs a atteint 42,35 milliards de dollars (+ 12,2%). La part des investisseurs étrangers dans le commerce extérieur chinois est devenue écrasante : 47,3% en 1996, contre 39,1% en 1995. De nouveaux secteurs (finances, assurances) ont été plus largement ouverts à la présence étrangère. Le gouvernement chinois a aussi beaucoup insisté sur la nécessité d'attirer des investisseurs dans le domaine des infrastructures, dans le secteur agricole et plus largement dans les zones intérieures du pays afin de limiter les écarts de développement.

Ces gages d'ouverture, tranchant avec un discours plus "nationaliste" tenu en 1995 et au début de 1996, ont eu leur pendant diplomatique. Certes, la Chine reste tout à fait intransigente sur de nombreux dossiers. La nomination du très "pékinophile" Tung Chee-hwa comme premier gouverneur de Hong Kong, a été suivie par l'annonce d'une large réforme institutionnelle limitant les libertés individuelles en vue de diminuer les "risques d'instabilité".

D'autre part, à la question de la souveraineté de la Chine sur différents îlots et zones maritimes du sud de la mer de Chine s'est ajouté le problème des îles Diaoyu (en japonais Senkaku) situées entre le Japon et la Chine. En septembre 1996, des ultranationalistes japonais en ont symboliquement pris possession. Curieusement, les gouvernements taïwanais et chinois sont restés relativement modérés, tandis que les réactions de jeunes activistes démocrates de la diaspora ont été parmi les plus vives. La question de Taïwan est restée gelée, bien que les relations économiques entre les deux entités n'aient jamais été aussi florissantes.

Malgré l'intransigeance globale de Pékin, l'époque est à la détente. Les relations avec les Etats-Unis se sont très largement améliorées. Certes, Bill Clinton a reconnu en janvier 1997 que sa stratégie "constructive" vis-à-vis des droits de l'homme en Chine était un échec, mais sa rencontre avec Jiang Zemin en novembre 1996 et la visite du vice-président américain Al Gore en Chine en janvier 1997 ont permis de désamorcer un certain nombre de conflits possibles. Les traditionnelles crises commerciales éclatent néanmoins chaque année, les Etats-Unis exigeant une diminution du déficit commercial entre les deux pays et une véritable politique de lutte contre la contrefaçon. Mais, chaque fois, la catastrophe est évitée par la voie diplomatique sans que, pour autant, la question soit réglée sur le fond. Les négociations relatives à l'entrée de la Chine à l'OMC (Organisation mondiale du commerce) continuent de buter sur ces mêmes questions de dumping et de non-respect des droits.

La multipolarité semble être devenue un des thèmes majeurs de la politique chinoise. A la suite de la reconduction du traité de sécurité américano-japonais (avril 1996), la Chine a continué à reconstituer un axe concurrent avec la Russie, à travers notamment la multiplication des visites mutuelles de haut dirigeants. Dans le même temps, la visite du président français Jacques Chirac (du 15 au 18 mai 1997) est venue confirmer le réchauffement des relations franco-chinoises engagé depuis 1994. L'attitude plus conciliante de la France en matière des droits de l'homme a permis la signature de plusieurs contrats importants, notamment dans l'aéronautique.

La Chine semble ainsi s'orienter vers un rééquilibrage de ses relations extérieures afin de ne plus faire des Etats-Unis un interlocuteur exclusif.

LES CONFLITS POTENTIELS

L'ensemble des données macro-économiques et politiques semble donc favorable à l'émergence de la Chine comme nouvelle superpuissance. Cependant, des dérapages socio-économiques ou diplomatiques ne sont pas à exclure, qui pourraient éventuellement ébranler l'empire.

Une économie et une urbanisation mal maîtrisées

La Chine offre en effet le visage d'une "modernisation paradoxale" : à la fois pleinement entré dans le monde moderne (ou post-moderne), mais dans le même temps encore fort éloigné de la modernité.

Pour l'essentiel, ce sont des groupes d'intérêts territorialisés (villages, cantons, villes) ou en réseaux (familiaux ou bureaucratiques) qui sont à l'origine du "miracle chinois". Le dynamisme économique provient très largement des entreprises rurales créées par les autorités locales (gouvernements et administrations), dont le succès est dû tout autant à leur avantage comparatif en termes de coût du travail qu'à leur imbrication avec le pouvoir politique, qui les favorise systématiquement. Les groupes d'intérêts prennent aussi la forme de réseaux d'origine familiale ou bureaucratique (branche industrielle, entreprises publiques, syndicats, armée, police, etc.), qui contrôlent des empires industriels de grande dimension.

Le capitalisme chinois est donc un étrange objet, bien éloigné de l'idéologie libérale. Les échanges n'y sont que très partiellement régulés par le marché. En raison du rôle prépondérant des relations bureaucratiques, il est souvent beaucoup plus fructueux et plus simple d'utiliser ses "amitiés" que de se lancer dans l'aventure - les escrocs sont nombreux - de la recherche du meilleur prix.

Ce capitalisme ne repose pas sur une logique étatique de construction d'un espace économique. Ayant abandonné le terrain économique, l'Etat se concentre sur des tâches moins exaltantes, mais essentielles, qui visent à atténuer les tensions produites par le relâchement des contraintes. Il finance aujourd'hui les entreprises publiques avant de devoir, demain, financer le volet social de leur liquidation. On parle déjà de "nouvelle pauvreté urbaine" à propos de ces millions d'ouvriers qui seront mis à la porte à un rythme plus ou moins soutenu dans les années à venir si la politique actuelle se poursuit.

On assiste à une véritable désindustrialisation du pays au profit de secteurs plus dynamiques, mais à l'avenir très incertain (les entreprises rurales) ou peu porteurs d'emplois (les groupes financiers parapublics). Dans les campagnes, l'Etat doit calmer - parfois par des mesures concrètes, plus souvent par de bonnes paroles ou par l'envoi de la troupe - la colère des paysans à l'encontre d'une bureaucratie locale qui abuse de la pression fiscale. Il doit convaincre avec toujours plus de difficultés les provinces riches de contribuer au budget central et les bureaucraties locales d'accepter un minimum de collaboration entre elles. Il doit surtout "gérer" la fantastique crise du travail qui menace de plus en plus l'équilibre social.

Si la Chine a créé nombre d'emplois - notamment dans l'industrie rurale et dans les services -, elle en a aussi beaucoup perdu. Ainsi, la main-d'œuvre surnuméraire dans les campagnes oscille entre 100 et 150 millions de personnes. En ville, ce sont de 30 à 40 millions de personnes qui sont au chômage, complet ou partiel. Sans compter, bien entendu, les foules de jeunes qui se préparent à entrer sur le marché de l'emploi. Des importants flux migratoires vers les villes à la croissance continue des taux de criminalité, de multiples phénomènes évoquent déjà la gravité du défi de l'emploi.

Le problème des "minorités" : le Tibet

Dans les hautes sphères de la diplomatie et de la finance internationales, il est de bon ton de croire que le développement économique de la Chine s'accompagnera nécessairement d'une libéralisation politique. Le moins que l'on puisse dire est que cette certitude ne se vérifie pas au Tibet. A Lhassa, capitale de la région autonome, bâtiments modernes et chantiers de construction ne se comptent plus ; le nombre de commerçants chinois ne cesse d'augmenter. Et pourtant, les autorités de Pékin mènent ici, avec ardeur, la plus intense campagne de "rééducation politique" que les habitants aient subie depuis la révolution culturelle.

Le rôle prépondérant de l'armée chinoise au Tibet s'explique par l'importance géostratégique de cette région pour Pékin. Confortablement installée derrière ses nouveaux remparts himalayens, l'Armée populaire de libération bloque toute expansion, même commerciale, de l'Inde vers le nord. D'autre part, le contrôle du Tibet occidental ouvre à Pékin un passage vers le golfe Arabo-Persique. Maîtresse du haut-plateau tibétain, l'armée chinoise y entretient d'immenses exploitations agricoles et de grands élevages, commercialise le bois, construit les routes à son gré, prospecte et exploite des gisements miniers : or, uranium, métaux non ferreux, terres rares. Bref, l'occupation du Tibet a réalisé le rêve inachevé de la dynastie des Qing (1644-1911), en ajoutant à la mère patrie 2 millions de kilomètres carrés de terres, sur lesquelles la densité du peuplement est cent cinquante fois inférieure à la moyenne chinoise.

La politique tibétaine de Pékin est prise entre deux feux. D'une part, la permanence de la résistance à l'assimilation chinoise et l'expression d'une contestation ouverte ont dissipé le mythe de l'intégration pacifique du Tibet à la Chine. D'autre part, les dirigeants des riches provinces côtières chinoises, qui alimentent les caisses de l'Etat central, voient d'un mauvais œil s'engloutir des milliards de yuans dans ce territoire lointain et instable. Pour réaliser la politique de modernisation accélérée, le troisième Forum a préconisé un transfert massif de capitaux, de technologies et de main-d'œuvre. Les provinces prospères ont reçu l'ordre de s'impliquer à fond, autant pour alléger le fardeau du gouvernement central qu'afin de réaliser l'intégration définitive du Tibet à l'économie chinoise.

Mais cette "ouverture" économique du Tibet a ses limites. Alors que les provinces côtières doivent, pour une bonne part, leur essor aux investissements et au savoir-faire en provenance de l'étranger, les frontières du Tibet avec ses anciens partenaires commerciaux - l'Inde, le Pakistan, le Népal - restent partiellement fermées ou, du moins, les échanges ne s'y font qu'au compte-gouttes. Dans quelle mesure cette politique peut-elle convaincre la population tibétaine soumise

quotidiennement à l'arrogance et à la corruption des fonctionnaires chinois, à la répression de toute manifestation identitaire et à la régression programmée de sa langue et de sa culture ?

La vision pacifique du dalaï-lama, consistant à prôner une relation étroite entre la Chine et le Tibet fondée sur une autonomie réelle et une tolérance mutuelle, ne risque-t-elle pas à la longue, dans un tel climat, de ne plus satisfaire les jeunes Tibétains, qui ont grandi en marge de la nouvelle société de consommation chinoise ? Exposés à l'assaut de l'immigration chinoise, exclus du réseau de relations qui gouverne l'accès à l'enseignement supérieur, aux formations professionnelles et au marché de l'emploi, auront-ils la patience d'attendre ?

Le problème de la réintégration de Taïwan

Paradoxalement, bien que les enjeux politiques et financiers soient bien plus importants, le problème de la réintégration de Taïwan semble s'annoncer sous de meilleurs auspices. Lorsque la France a signé une déclaration décrivant Taïwan comme une partie "intégrante" de la Chine dont le seul gouvernement légal est à Pékin, la satisfaction manifestée en janvier 1994 montre que le Continent est en passe de faire glisser de Hong Kong à Taïwan le slogan "un pays, deux systèmes", annonçant à terme la récupération de l'île et la restauration de la nation chinoise.

Qu'avaient donc en tête les dirigeants de Pékin lorsqu'ils ont décidé en mars 1996 leurs exercices militaires non loin des côtes taïwanaises ? Le réflexe nationaliste explique en partie leur action : la crainte est réelle de voir s'éloigner un peu plus du continent une île désormais dirigée par un président, M. Lee Teng-hui, originaire du cru, et démocratiquement élu, fût-ce contre le candidat indépendantiste. Mais les tirs de missiles portaient sans doute d'autres messages, en direction notamment des Etats-Unis, avec lesquels le resserrement des liens économiques s'accompagne de discussions souvent très dures, qui ont trait au commerce et à la prolifération nucléaire. Une certitude toutefois : le mois de mars 1996 n'a en rien vu se restreindre le flux de capitaux vers la Chine continentale, où les intérêts taïwanais ne cessent de se renforcer.

Si Taïwan continuait à s'orienter vers l'indépendance, notamment par sa campagne en vue de réintégrer l'ONU, et provoquait une attaque chinoise, on voit mal les Etats-Unis intervenir directement. L'attitude américaine dominante est reflétée dans un article publié le 25 février dernier dans le Washington Post par M. James Shinn, directeur des études asiatiques à l'influent Council on Foreign Relations : "Il convient de signifier le plus clairement possible à Taïpeh qu'il lui faut mettre fin à sa marche vers une indépendance formelle, que cela ne sert en rien les intérêts américains, et que son compréhensible désir de prestige international ne peut être payé en vies humaines américaines".

Pour cette raison, l'arrangement suivant peut être imaginé : via des canaux diplomatiques, l'engagement serait pris, en privé, de ne pas recourir à la force. Il serait limité dans le temps et directement lié à une promesse américaine.

Le but des négociations serait de trouver une nouvelle formule de compromis garantissant à l'île un niveau acceptable d'autonomie, notamment par un contrôle de

ses forces armées et des entrées et sorties des personnes. En échange de quoi, la Chine parlerait d'une seule voix sur la scène internationale (un seul ministère des affaires étrangères, un seul siège à l'ONU), mais l'île resterait maîtresse de son commerce extérieur, ce que prévoyaient déjà les Chinois dans leurs plans présentés dans le passé.

Le mouvement pour l'indépendance de Taïwan est cependant, pour une grande part, une résultante de la guerre froide : il vit dans l'espoir d'un soutien des Etats-Unis ou du Japon, ou des deux à la fois. Vue de Pékin, la consolidation d'une Chine une et indivisible relève d'une mission patriotique sacrée. Faible, désunie, la Chine fut incapable de contrôler Taïwan face aux Européens, aux Japonais et aux Américains. Des aventuriers espagnols et hollandais établirent des avant-postes dans l'île pendant l'époque Ming, et la dynastie des Qing, qui gouverna plus ou moins Taïwan pendant deux siècles à partir de 1683, fut contrainte de céder le territoire à Tokyo en 1895 pour en finir avec la guerre sino-japonaise. Le Japon à peine vaincu, l'appui américain à Tchiang Kai-shek interdit une fois encore l'unification de la nation. De la même manière que les humiliations passées à Taïwan ont symbolisé l'impuissance des régimes chinois d'autrefois, la réunification témoignerait de l'arrivée d'une Chine puissante et unie sur la scène internationale.

Conflits potentiels en Mer de Chine

En février 1992, le Parlement chinois a adopté une loi maritime qui place la plus grande partie de la mer de Chine méridionale sous sa souveraineté. Pékin s'approprie ainsi une zone triplement stratégique : elle a d'importantes ressources en hydrocarbures, elle est située sur le passage de grandes voies maritimes internationales, et elle est revendiquée partiellement ou totalement par six autres Etats (Indonésie, Vietnam, Malaisie, Brunei, Philippines et Taïwan). Cette décision unilatérale alimente, depuis, des rumeurs de conflits. Tel qu'il est défini par la nouvelle loi, le territoire chinois comprend désormais les îles Senkaku (selon l'appellation chinoise, Diaoyutai), Paracel (Xisha) et Spratly (Nansha). La République populaire exerçant sa souveraineté sur sa mer territoriale et les zones contiguës, l'ensemble couvre dès lors la plus grande partie de la mer de Chine méridionale et de ses ressources.

L'étendue revendiquée comprend des zones d'exploitation et des installations contrôlées par l'Indonésie, la Malaisie ou les Philippines. En l'absence d'un règlement particulier sur le partage des eaux de mer de Chine, la jurisprudence internationale donnerait à ces pays les droits que confère une zone économique exclusive (ZEE). L'appropriation unilatérale par Pékin semble donc aussi peu légitime que crédible. D'où cette hypothèse : la Chine revendiquerait, en étendant ainsi sa souveraineté, plutôt qu'un territoire défini par des critères physiques, topographiques et juridiques objectifs, un espace politique et économique établi selon d'autres paramètres. Mais lesquels ? La première réponse réside dans la situation géographique de l'archipel, de chaque côté duquel transiterait un quart du commerce mondial. Et la Chine exercerait donc un contrôle non seulement sur ces voies maritimes, mais aussi sur le dense réseau des lignes aériennes qui survolent la région. Second paramètre, le sous-sol de l'archipel : il recèlerait en effet des réserves d'hydrocarbures estimées par les Chinois à 205000 milliards de barils, mais d'un

volume infiniment plus réduit selon les compagnies pétrolières prospectant dans la région.

La Chine prétend donc mettre la main sur la plus grande partie des bassins pétroliers situés en mer de Chine méridionale. On n'en est pas là, mais la bataille fait déjà rage entre Vietnamiens et Chinois, par compagnies pétrolières interposées... La situation énergétique respective du Vietnam et de la Chine éclaire la véritable portée de ce contentieux. Pour Hanoï, l'exploitation et l'exportation d'hydrocarbures sont au cœur de la reconstruction économique. En Chine aussi, les ressources énergétiques conditionnent le développement industriel. Les gisements exploités sur son sol s'épuisent, et le bas prix du pétrole ne favorise pas l'exploitation de nouveaux champs, les investisseurs étrangers préférant aujourd'hui des forages plus rentables. De surcroît, les infrastructures chinoises d'exploitation et de transport sont insuffisantes. Situés au nord-est et à l'extrême ouest du pays, les lieux de production sont éloignés des régions de forte consommation : ainsi les zones économiques spéciales, concentrées dans le sud de la Chine, doivent payer une énergie considérablement renchérie par son transport en oléoducs. C'est dire l'enjeu que constitue, pour Pékin, l'exploitation de nouveaux gisements dans les Spratly.

Par delà le seul Vietnam, la tentative de Pékin de mettre la main sur les hydrocarbures de la mer de Chine méridionale pourrait finir par l'opposer à presque tous les Etats riverains.

La menace verbale de Pékin de recourir à la force pour défendre sa souveraineté ajoute encore aux incertitudes. Non seulement l'Armée populaire de libération multiplie ses opérations depuis le début de la décennie, mais elle intervient de plus en plus vers le sud de la mer de Chine méridionale. Entre les accrochages de 1974 dans les Paracel, archipel situé plus au nord au cours desquels un bâtiment de guerre chinois avait coulé un navire vietnamien et les nouveaux heurts sino-vietnamiens de 1994, on ne compte plus les incidents, notamment à l'occasion de l'installation par les forces de Pékin de bornes de souveraineté.

Le conflit plonge les Etats-Unis dans de redoutables contradictions. D'un côté, les contraintes budgétaires, le "non-interventionnisme" du Congrès républicain et la redéfinition plus économique de leurs objectifs stratégiques les conduisent à se replier sur des positions militaires traditionnelles. De l'autre, la présence dans la région de nombreuses compagnies pétrolières soutenues par de puissants groupes de pression à Washington, les incertitudes du transport maritime, la volonté de contenir les ambitions chinoises et les sollicitations des pays de la région les contraignent à intervenir dans le débat. Officiellement, les Américains s'opposent à l'usage de la menace ou de la force militaire pour faire valoir les revendications de n'importe quel pays. S'ils refusent de prendre position sur la légitimité juridique des revendications, ils invoquent le droit international pour dénoncer les menaces sur la libre activité maritime dans la zone des Spratly. Mais le Pentagone hésite entre la nécessité de rassurer les Etats de la région, y compris en manifestant de la fermeté vis-à-vis des ambitions chinoises, et le besoin de maintenir le dialogue avec Pékin pour des raisons stratégiques générales, comme l'accès au marché chinois ou le freinage des livraisons de technologies nucléaires au Pakistan ou à l'Iran.

Tous les ingrédients d'un conflit sont donc réunis. Le contexte nourrit l'agressivité du pouvoir central. L'armée, avec le renforcement de son influence politique et la modernisation de son équipement, en aura bientôt les moyens. Le pétrole comme le retour de Taïwan dans le giron de Pékin représentent des enjeux de taille. Le nationalisme exacerbé alimente l'escalade, l'occupation du "shengcun kongjian" (espace vital) en mer de Chine méridionale constituant un objectif mobilisateur. Et la loi de 1992 prétend couronner ce qui est présenté comme une légitimité historique : la presse ne manque pas de rappeler les jours glorieux où les Chinois naviguaient dans les Spratly, diffusant alentour la culture et la technologie avancées des Han. Demain, la guerre ? L'hypothèse paraît malgré tout fort improbable.

Faiblesses de l'armée chinoise

Et d'abord en raison des limites logistiques de l'Armée populaire de libération. Si ses forces marines, sous-marines et héliportées pourraient sans doute s'emparer des îles sans trop de difficulté, la distance qui sépare les Spratly des bases arrière chinoises exigerait des capacités aériennes dont elle ne dispose pas encore, l'entraînement des pilotes de SU-27 ne garantissant pas la supériorité chinoise dans des opérations en mer. La marine serait donc vulnérable face aux forces aériennes et aux missiles des Malaysiens et des Indonésiens, géographiquement mieux placés par rapport à l'archipel et dotés de technologies aériennes plus sophistiquées. L'économie plaide aussi contre toute aventure. La croissance de la Chine s'appuie sur le commerce régional et sur les investissements étrangers, qui ne résisteraient pas à un conflit dans les Spratly. Pourquoi sacrifier, sur l'autel d'une provisoire sécurité et d'aléatoires ressources énergétiques, un processus économique qui assoit le maintien du régime chinois et finance la modernisation de son armée ? Cette contradiction, les pays de l'ASEAN l'ont bien saisie. S'ils se savent incapables d'empêcher la Chine, poussée par d'impérieux motifs de politique intérieure, de déclencher l'affrontement, ils n'ignorent pas que le développement des investissements, de la dépendance commerciale et de l'intégration économique leur offre des instruments de dissuasion plus convaincants. Pour des raisons internes et externes, Pékin doit affirmer sa puissance : la mer de Chine méridionale le lui permet. La Chine bénéficie du vide stratégique laissé par Américains et Soviétiques ainsi que d'un rapport de forces favorable. Elle manipule aisément les fantasmes de ses voisins, combinant le secret sur son budget militaire et le flou sur ses intentions.

Elle y manifeste enfin sans ambiguïté, à l'adresse de tous, ses ambitions régionales, voire mondiales. Là réside sans doute la clef de l'attitude de Pékin. Une utilisation habile du dossier des Spratly peut lui ouvrir les ressources stratégiques de la région. Sans risque réel, elle espère affirmer ainsi son profil de grande puissance, en attendant d'avoir les moyens économiques et militaires d'en être vraiment une. Il ne serait donc pas surprenant que les questions liées à l'exploitation des hydrocarbures trouvent une réponse à moyen terme. Mais les questions de souveraineté resteront, selon toute vraisemblance, en suspens : afin que Pékin conserve son épouvantail diplomatique.

CONCLUSION

Secrète, souvent repliée sur elle-même, la Chine depuis des siècles fascine et inquiète l'Occident. Puissante par le nombre de ses habitants, par son histoire et sa

civilisation, indifférente à la pauvreté du plus grand nombre et aux revendications de ses minorités, des déserts du Nord aux rizières tropicales du Sud, elle semble immuable et évolue cependant. Lancée dans un gigantesque effort pour sortir du sous-développement sous l'autorité de Mao Zedong, et devenue une grande puissance communiste, elle aspire aujourd'hui à suivre un nouveau modèle en s'ouvrant au libéralisme économique.

Si le problème du rééquilibrage du pouvoir entre le centre et les provinces est devenu immense, dans l'état actuel des choses, on ne voit guère de tendance séparatiste. A plus long terme, tout dépendra de deux facteurs essentiels : la capacité de résoudre les problèmes économiques et sociaux les plus durs (misère du secteur des entreprises d'état, insuffisance du système financier, faiblesse du secteur agricole, dépendance technologique et énergétique, vieillissement de la population, explosion des inégalités) ; et la réussite de l'intégration de Hongkong.

La poursuite de la croissance suppose des réformes socialement difficiles ; quant à Hongkong, nul n'imagine que Pékin veuille tuer la poule aux œufs d'or, et chacun comprend que l'avenir de la relation avec Taïwan sera fondamentalement déterminé par la façon dont se fera l'absorption de l'ancienne colonie britannique.

Faute d'autres candidats, la Chine est en passe de devenir la première et seule puissance en face des Etats-Unis. Se donnera-t-elle les moyens d'une concurrence à moyen terme pour l'hégémonie ou pour une bipolarité ? Acceptera-t-elle d'être une puissance de second rang, aux côtés du Japon, sur une orbite péri-américaine ? Il lui faut développer sa puissance à la fois au niveau régional de l'aire Pacifique et développer une image compatible avec ses ambitions. Nous ne devons pas céder à la tentation millénariste parfaitement irrationnelle et projeter nos fantasmes en anticipant un conflit entre l'Occident et le monde chinois, certes concevable, mais que rien aujourd'hui n'annonce.

ANNEXE 1



ANNEXE 2

La Chine en quelques chiffres

Données démographiques

Densité 124,2 hab./km²

Part de la population urbaine 26 %

Structure de la population par âge

0 - 14 ans 27,7 % 15- 60 ans 63,7 % + 60 ans 8,6 %

Taux de natalité 18 ‰

Taux de mortalité 7 ‰

Taux de mortalité infantile 53 ‰

Espérance de vie H / F 68 / 71 ans

Indicateurs socio-économiques

PNB 450 milliards de \$ [9]

PNB/hab. 400 \$ [186]

Taux annuel d'inflation 5,3 %

Taux de croissance annuelle du PNB+ 12,8 %

Structure de la population active agriculture 63 % mines et industrie 21 % services 16 %

Structure du PNB agriculture 31 % mines et industrie 46 % services 23 %

Dette extérieure 74,6 milliards de \$

Agriculture

Terres cultivées 10,4 % de la superficie totale

Prairies et pâturages 42,9 %

Forêt 13,6 %

Origine de l'alimentation végétale 89 % animale 11 %

Cultures riz 188 150 000 t [1]

blé 101 591 000 t [1] maïs 95 722 000 t [2]

orge 2 000 000 t seigle 600 000 t [5]

avoine 600 000 t millet et sorgho 10 116 000 t [3] patates douces 107 200 000 t [1]

pommes de terre 35 037 000 t betteraves à sucre 16 000 000 t [5]

canne à sucre 75 200 000 t [4] soja 9 407 000 t [4] colza (graines) 7 436 000 t [1] arachides 6 060 000 t [2] tournesol 1 250 000 t sésame (graines) 600 000 t [1] coton (fibres) 4 528 000 t [1] laine 247 000 t [4] jute (fibres) 550 000 t [3]

soie 64 000 t [1] caoutchouc naturel 300 000 t [5] agrumes 5 892 000 t [3] thé 571 000 t [2]

tabac 3 121 000 t [1]

Elevage bovins 82 760 000 [4] buffles

22 000 000 [2] ovins 111 143 000 [2]

porcins 379 739 000 [1] caprins 97 378 000 [2] chevaux 10 201 000 [1]

Pêche 15 008 000 t [1]

Production de bois 280 000 000 de m³ [3]

Industrie

Produits du sous-sol et énergie fer

58 750 000 t [4] zinc 706 000 t [3]

cuivre 309 000 t plomb 287 000 t

antimoine 45 000 t [1] tungstène 30 000 t [1] mercure 750 t [2] cobalt 270 t bauxite 6 000 000 t or 118 000 kg houille 1 020 000 000 t [1] lignite

90 000 000 t [3] uranium 800 t pétrole

141 600 000 t gaz naturel 15,1 milliards de m³ électricité 738,7 milliards de kWh [4]

Production industrielle fonte 75 900 000 t

[2] acier 80 935 000 t [3] zinc 719 000 t [2] blister 419 000 t plomb 365 000 t [4]

étain 38 700 t [1] nickel 30 000 t aluminium

1 080 000 t ciment 304 000 000 t [1] capacité de raffinage 110 000 000 t engrais chimiques 20 990 000 t [3]

acide sulfurique 13 960 000 t caoutchouc synthétique 368 400 t [4] papiers et cartons

15 900 000 t coton (filés) 4 644 800 t [1]

coton (tissus) 17 000 000 m

laine (filés) 255 200 t [4]

textiles synthétiques 1 587 600 t [3]

textiles cellulosiques 235 000 t [5] voitures particulières 182 500 véhicules industriels 897 500 bicyclettes 36 270 000 construction navale 459 100 tjb sucre 8 910 000 t [3]

Recettes touristiques 3,9 milliards de \$

Commerce extérieur

Total exportations 80,5 milliards de \$

dont produits manufacturés plus de 60 %

Total importations 76,4 milliards de \$ dont

produits manufacturés environ 80 %

Principaux clients pays en voie de développement 59 % Japon 14 % Etats-Unis

10 % pays de la CEE 10 %

Principaux fournisseurs pays en voie de

développement 46 % Japon 17 % pays

de la CEE 12 % Etats-Unis 11 %

Communications

Réseau routier 1 041 136 km (dont 87 % recouverts)

Réseau ferroviaire 68 013 km

Aéroports 86 desservis par des vols

réguliers

Trafic aérien 39,9 milliards de passagers/km

Principal port Shanghai 139 590 000 t

Flotte marchande 13 900 000 tjb

Défense

Total forces armées 3 030 000 hommes

Budget de la Défense 5 % du PIB

Eléments du niveau de vie

Analphabétisme 20 %

Médecins 14/10 000 hab.

Apport en calories 2 641 par jour et par hab.

(minimum FAO : 2 400)

Automobiles 16/10 000 hab.

Téléphones 120/10 000 hab.

Télévisions 310/10 000 hab.

N.B. – Les statistiques correspondent aux années 1992 ou 1993. [Les chiffres en gras entre crochets] indiquent le rang mondial que le pays occupe pour la rubrique considérée.